

**Données sur le ramassage des paquets vides de cigarettes : Le rapport interpellateur de l'INSTAT**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 27 OCTOBRE 2021

**961**

**Malikilé**

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Village de Sièmè dans le cercle de Kadiolo**

**Niankoro dit Yeah Samaké**

**poursuit ses œuvres caritatives**



**Contentieux électoral et lancement du projet UNITAR :  
1850 formés dans la gestion des contentieux...**



**Maouloud 2021 : Communion pour la paix !**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**26** Oct.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**773**

Nouveaux cas confirmés

**13**

Nouveaux guéris

**12**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**56** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**08** cas graves en soins intensifs  
**192** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**15 879**

**Guéris**

**14 597**

**Décès**

**559**

dont 695 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.19



## / Une /

Village de Sièmè dans le cercle de Kadiolo : Niankoro dit Yeah Samaké poursuit ses œuvres caritatives

P.4

## / Brèves /

Maouloud 2021 : Communion pour la paix !

P.10

Récents éliminations de chefs terroristes : Légitimes interrogations sur le timing

P.10

Année scolaire 2021-2022 : La rentrée aura-t-elle lieu le 1er novembre ?

P.11

Autonomisation de la femme : Un centre s'ouvrira bientôt à Séguessona

P.11

Conférence Nationale de l'URD : Le parti d'accord pour l'organe unique de gestion des élections

P.12

Mali : L'armée dénonce la publication de fausses informations sur les réseaux sociaux

P.12

## / Actualité /

Touba-Coura : La centrale hybride solaire entre en service

P.14

Moustapha Adrien Sarr à propos de la gestion du fonds COVID : « Les 20 milliards n'ont jamais quitté les comptes du FDSP-Sa »

P.16

Colloque du contentieux électoral et lancement du projet UNITAR : 1850 formés dans la gestion des contentieux électoraux

P.17

Données sur le ramassage des paquets vides de cigarettes : Le rapport interpellateur de l'INSTAT

P.18

## / Politique /

Mali : Revirements sécuritaires et stratégiques ?

P.19

I Meeting du mouvement "YEREWOLO DEBOUT sur les Remparts" à Kati : La politique française en Afrique et précisément au Mali dénoncée

P.22

Plateforme ANW KO FA SOKO : Cap sur les élections générales à venir

P.23

## / Culture & société /

Télévision : Un moyen d'éducation ou de désordre familial ?

P.25

## / International /

Soudan : Les populations refusent le coup d'État dans la rue, la communauté internationale fait pression

P.26

Hubert Oulaye et Damana Pickass : Deux fidèles de Gbagbo à la direction de son nouveau parti

P.27

## / Sport /

Coupe de la Confédération : Coton Sport passe, le Binga FC se surpasse

P.28

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Village de Sièmè dans le cercle de Kadiolo

### Niankoro dit Yeah Samaké poursuit ses œuvres caritatives

**A** la demande du chef de village et des représentants du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) dans la localité, la Fondation Empower Mali de Niankoro dit Yeah Samaké a accepté de construire, pour le village de Sièmè trois (3) salles de classes, un local pour la direction, six (6) latrines équipées et trois (3) logements pour les enseignants. Pour exprimer leur gratitude, le chef de village de Sièmè, ses conseillers et toute la population du village de Sièmè ont invité Niankoro dit Yeah Samaké, en sa qualité de Directeur Exécutif de la Fondation Empower Mali et de Président d'honneur du PACP, à prendre part à la cérémonie d'inauguration de l'école. Accompagné d'une forte délégation, don un invité de marque l'honorable Aly Koné, membre du CNT et membre du PACP.

L'honorable Aly Koné a précisé qu'il avait fait le déplacement au nom et pour le compte de son parti. Aussi, il a pris l'engagement de porter la voix des populations de Sièmè au CNT. La cérémonie a enregistré la présence du

sous-préfet de Kadiolo, du maire et des représentants des 21 villages qui composent la commune.

« Aujourd'hui, nous célébrons l'inauguration de la 41ème école construite par la Fondation Empower Mali, dont je suis le Directeur Exécutif. A la demande du chef de village et des

représentants du Parti pour l'Action Civique et Patriotique dans la localité, j'ai accepté, au nom de la fondation, de faire une collaboration avec le village de Sièmè pour la construction de cette école. Une occasion de rendre hommage à la Fondation Empower Mali », a indiqué Niankoro dit Yeah Samaké.



Parlant de la Fondation Empower Mali, Yeah Samaké dira qu'elle est impliquée dans beaucoup d'initiatives au Mali. La Fondation, dont il est membre fondateur, est basée aux Etats-Unis. « Aujourd'hui, nous avons construit 43 écoles au Mali, c'est à dire 3 salles de classes multipliées par 43, soit 129 classes en tout. A travers le Mali, nous avons aussi une quinzaine de forages et beaucoup d'autres forages sont à venir, parce que nous avons acheté des machines foreuses qui permettront de promouvoir l'accès à l'eau potable, qui est aujourd'hui un besoin dans pratiquement toute l'étendue du territoire national », annonce-t-il.

Le joyau ainsi remis au village de Sièmè a coûté 30 millions de FCFA. Le village y a contribué à hauteur 7 millions, 2 millions pour la construction des logements des enseignants et 5 millions pour la construction de l'école. « C'est le principe de la Fondation, car nous pouvons construire gratuitement ces écoles là, mais nous voulons que ce soit un partenariat au lieu d'un don qu'il n'y ait pas de bénéficiaires mais des collaborateurs. Nous avons donc collaboré ensemble avec l'Etat malien, parce que cette école ne nous appartient pas, c'est pour l'Etat malien qui va fournir en enseignants les écoles que nous construisons. C'est un partenariat tripartite, c'est à dire à trois : la Fondation, le village et l'Etat malien », a tenu à préciser Yeah Samaké.

Selon lui, si chaque malien pouvait contribuer tant soit peu, la crise scolaire serait aujourd'hui largement allégée. C'est pourquoi, il profite de l'occasion pour faire un clin d'œil, à l'approche de la rentrée scolaire, aux vaillants enseignants qui sont dans les coins les plus reculés du Mali. Des enseignants qu'il consi-



dère comme des remparts du Mali, eux qui sont souvent les seuls représentants de l'Etat dans les localités les plus reculées. Il a tenu à faire également un clin d'œil aux parents ainsi qu'aux élèves, tout en leur souhaitant une très bonne rentrée scolaire. Les autorités scolaires et le gouvernement ne sont pas en reste. Avec eux, il prie pour une rentrée scolaire réussie pour tous les enfants du Mali (du Centre, du Nord et du Sud).

L'homme dit par ailleurs avoir constaté, en partant à Sièmè pour l'inauguration de l'école, qu'il y a une très faible présence de l'Etat dans la localité. Il situe donc le geste de sa Fondation dans le cadre d'un soutien à l'Etat avec qui, a-t-il précisé, il n'est pas en concurrence. Il apprécie plutôt les choses en termes de soutien à l'Etat pour subvenir aux besoins des localités reculées, conviction étant fermement faite au PACP, dont il est le Président d'honneur, que diriger, c'est servir ! C'est pourquoi,

dira-t-il, le Parti pour l'Action Civique et Patriotique est un parti précurseur de l'action concrète sur la scène politique malienne.

Et d'indiquer clairement : « Nous entendons engager une forte rivalité avec tous les partis de l'échiquier politique malien dans la voie du pragmatisme. Que ce ne soit plus des propos bienveillants, encore moins de promesses creuses, mais que ce soit plutôt des actions concrètes qui distinguent les acteurs politiques du Mali. Pour cela, nous les invitons à construire plus de classes, à faire plus de forages à travers le Mali et à donner plus de tracteurs comme nous le faisons, en donnant aussi des logements aux enseignants maliens pour améliorer leurs conditions des vies et de travail. C'est cela la politique d'action concrète que nous avons engagée pour soutenir la Transition, pour soutenir le peuple malien... ».

Le PACP, quant à lui, dira Niankoro dit Yeah Samaké, soutient fermement la réussite de la Transition et ne posera aucun acte qui pourrait constituer d'obstacles aux autorités de la Transition. « Tout ce que nous avons comme contribution, nous le ferons, et tout ce que nous pouvons apporter comme contribution, nous le ferons », indique Yeah Samaké, non pas sans appeler les Maliens à une solidarité agissante pour bâtir la nation malienne et à faire du Mali le pays le plus envié dans la sous-région, voire dans le monde entier.

Et nous en avons les moyens, dira-t-il, il nous manque juste deux choses : un leadership avec intégrité, et avec un peuple uni pour un objectif commun dans la foi ! Voilà qui est dit!

■ Yama DIALLO



## ■ Vive Les Aigles du Mali



Éliminatoires CAN féminine Maroc 2022 : Mali élimine la Guinée !

Accrochées à Bamako il ya quelques jours (2-2), les Aigles dames se sont imposées ce lundi face à leurs homologues guinéennes au Stade Général Lansana Conté, grâce aux réalisations de Aichatou Koné, Aigaïcha Diarra. Les Aigles dames croiseront le Sénégal au dernier tour. BRAVOOOO AUX AIGLES !



Facebook Vive Les Aigles du Mali

## ■ Primature du Mali



L'ambassadeur algérien fait ses adieux au Premier ministre.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla Maïga a reçu, ce mardi 26 octobre 2021, l'ambassadeur de la République Algérienne Démocratique et Populaire S.E.M. Boualem Chebihi, en fin de mission.

Le Chef du Gouvernement a remercié l'ambassadeur pour sa contribution au raffermissement et au renforcement des relations entre nos pays. Le Premier ministre lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Le diplomate algérien, a réitéré le soutien de l'Algérie à la Transition : « L'Algérie s'est engagée à accompagner la Transition et continuera de le faire »

« J'apporte avec moi d'innombrables souvenirs mais surtout la bienveillance et l'hospitalité du Peuple Malien que j'emporte avec moi. C'est un butin de valeur inestimable. Je continuerai à être l'avocat du Mali partout où je serai. Mon souhait est de voir le Mali toujours apaisé, réconcilié et fort dans sa région et au delà. » a déclaré à la presse S.E.M. Boualem Chebihi.

CCR/Primature



## ■ Sambou Sissoko



Plus on investit des milliards dans la guerre contre le terrorisme au Mali plus le pays s'embrase. Les partenaires qui nous demandent d'aller aux élections savent comment les sécuriser car les groupes extrémistes violents qui échappent au contrôle des autorités de la transition semblent être sous le contrôle desdits partenaires.



## ■ Ministère de la Refondation de l'Etat

Ce Mardi 26 octobre 2021, M. Ibrahim Ikassa Maïga, Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, a assisté à l'Installation du Panel des Hautes Personnalités des Assises Nationales de la Refondation ANR, par le président de la Transition, Chef l'Etat, le Colonel Assimi Goïta. C'était à la faveur d'une cérémonie ce matin au Palais de Koulouba, en présence du Chef du Gouvernement



Choguel Kokalla Maiga et des membres du Panel, présidé par le ministre Zeyni Moulaye.

Le Panel des Hautes Personnalités est chargé :

- de préparer les Assises nationales de la Refondation ;
- de conduire les concertations avec les forces politiques et sociales, en vue de préparer la tenue des Assises et d'assurer leur participation ;
- d'élaborer des éléments de directives et le règlement intérieur des Assises Nationales de la Refondation ;
- de mettre en œuvre le calendrier des Assises Nationales de la Refondation ;
- d'élaborer un plan de communication sur les Assises et de suivre sa mise en œuvre ;
- d'approuver les plans opérationnels des assises ; - de centraliser les rapports des étapes intermédiaires et les actes des Assises Nationales de la Refondation ;
- de produire et de soumettre au Président de la Transition un Rapport des Assises Nationales de la Refondation.

CCOM/MRE

Présidence de la République du Mali

Primature du Mali

#ANR

#refondation

#MALIKURA



## ■ Ouverture Média - OM



#OM INFO: C'est le lieu pour nous de remercier les nombreux invités et partenaires qui ont pris part au GALA DE CHARITÉ organisé par l'ONG Faites un geste en partenariat avec Ouverture Média et bien d'autres Structures.

LA NUIT de l'entraide avait pour objectif de venir en aide à 5 Malades choisis parmi tant d'autres en fonction de leur indigence et la gravité de leur maladie.

Tout en apportant un soutien aux malades, nous avons également prévu de venir en aide à 5 Familles démunies. Le but étant la mise à leur disposition d'une bourse leur permettant d'être autonome en créant une activité lucrative.

Grâce à Dieu, et aux nombreux donateurs et partenaires, les objectifs ont été atteints. Nous avons pu collecter suffisamment de fonds pour venir en aide à ces personnes qui avaient perdu tout espoir en la vie. MERCI à tous ceux qui ont rendu cette soirée possible :

- GROUPE LAICO
- FATOUMATA BATOULI NIANE ( Ambassadrice de la Fondation MALIBA et Présidente du Mouvement ANBI KO)
- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
- MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À L'ACTION HUMANITAIRE
- LA MAISON DU PAIN
- DOUBLE SEVEN
- FONDATION ORANGE
- EMPOWER MALI
- BASSIDI DEMBÉLÉ / ROI 1212/ Nation 1212
- BANGA BAZIN
- SECURIPLAN
- PRESTIGE CONSULTING
- RESTAURANT QUEEN LAND
- BWS SECURITY
- HOTEL DOMAINE KANOU DE SALLA
- THÉ ACHOURA
- DS8
- 3X

Mention Spéciale aux artistes HABIB KOITÉ, ABDOULAYE DIABATÉ, MASTER SOUMY, KANTÉ, CHEICKH SIRIMAN ET BIGUINI BAKHAGA...  
OM RÉDACTION



**#OM INFO: Coopération :** Le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) à l'Etat-major général des Armées Une délégation du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) a été reçue, le mardi 26 octobre 2021, par le Chef d'Etat-major général des Armées, le général de Brigade Oumar Diarra. Cette délégation était conduite par le directeur adjoint de stratégie et planification de l'AFRICOM, le général Mark HOVATTER.

A sa sortie d'audience, le général HOVATTER a souligné que les Etats-Unis resteront un partenaire fiable des Forces armées maliennes. Selon lui, les USA comprennent les défis sécuritaires auxquels le Mali fait face, c'est dans ce cadre qu'ils resteront aux cotés des FAMA dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. Pour le général, les Forces armées maliennes peuvent bien compter sur l'assistance et le soutien des Américains en tant qu'alliés et amis dans la lutte commune qui est le terrorisme.

Le Chef d'Etat-major général des Armées, le général de Brigade Oumar Diarra a remis un cadeau à son hôte du jour, le général Mark HOVATTER.



**#OM INFO:**

Issa Kaou Djim a été interpellé ce soir vers 18h à son domicile à la-fiabougou Taliko par les éléments de la brigade de recherche rive gauche de Bamako sur instruction du procureur de la commune 4. Pour comportement délictuel via les réseaux sociaux, au terme des auditions et en raison des indices graves, il a été placé en garde en vue au camp 1 de la gendarmerie nationale.

## ■ SOUTIEN AU PRÉSIDENT CHOGUEL K MAÏGA GSAP-CKM



Vive Ben Le Cerveau vive la jeunesse consciente et résistantes du Mali vive la transition Qu'Allah vous protègent et vous accompagnent dans votre noble combat Amin Ya Rabbi

## ■ Yeah Samake



INAUGURATION DE L'ÉCOLE FONDAMENTALE B.H ROBERTS DE SIEME AVEC DES LOGEMNTS POUR ENSEIGNANTS

## CHERS AMIS

Dans un élan de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation et des condition de vie des enseignants, j'ai procédé le samedi dernier à l'inauguration d'un kit scolaire et d'une cité des enseignants dans le village de Sieme à #Misseni dans le cercle de #Kadiolo, région de #Sikasso en République du #Mali.

Le Kit scolaire est composé de trois salles de classe équipées, une direction avec secrétariat et magasin, et six latrines.

La Cité des enseignants comprend trois logements en deux chambres et salon.

Ces infrastructures ont été réalisées par ma Fondation Empower Mali en partenariat avec B.H. Roberts Foundation et la contribution du village à hauteur de 6.000.000 FCFA. Le coût total du projet s'élève à 32.975.000 FCFA.

Nous avons aussi remis un lot de 570 manuels scolaires pour les élèves du premier cycle de la nouvelle école

Engageons nous pour une meilleure qualité d'éducation pour tous au #Mali!

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



## ■ Kati 24



MPFEF: La ministre de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mme Wadidié Founè Coulibaly au chevet de la jeune fille Fatoumata Témé électrocutée. Elle était accompagnée par son homologue de la Santé et du développement social. C'était le mardi 26 octobre 2021.



Cette délégation ministérielle était venue apporter le soutien du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, qui compte prendre des dispositions pour l'évacuation de la petite fille afin qu'elle puisse retrouver l'usage de ses quatre membres.

Rappelons que Fatoumata Témé est une adolescente âgée de 13 ans. Elle a été électrocutée le 17 juillet dernier alors qu'elle tentait de faire descendre un habit qui était suspendu à un fil de haute tension dans la maison de sa patronne Baco Djikoroni Golf. Elle a été amputée de ses quatre membres.

Ccom/MPFEF



## ■ Demba Diop



Je l'ai dit à maintes reprises. Vous êtes (jeunesse Africaine) la génération que nous attendions. Celle que nos ancêtres ont évoqué dans leurs rêves pendant l'esclavage. Celle que nos grands parents ont prié pendant la colonisation. Prenez vos responsabilités face à l'histoire

## ■ Mbaranga Gasarabwe



Ça fait plaisir de voir l'énergie constructive remarquable de la jeunesse africaine, oui les défis sont énormes, il y en a q désespèrent et sont tentés par d'autres voies ms l'espoir est permis de voir le combat multiforme pr la paix & le dvpt, on est ensemble ds ce combat.

## ■ Ammy Baba Cisse



Les autorités doivent s'éviter certaines foudres. Elles ne doivent pas laisser des enquêteurs les prendre à défaut. Aucune bouche ne les sauvera.

Selon un responsable d'Air Niono, tous les otages enlevés par les terroristes ce matin ont été libérés.

Comment peut-on raser la tête de quelqu'un en son absence?

Le Mali ne connaît même pas le nombre de ses citoyens. On va récapituler mais sans les Dogons.

Le Mali est deuxième pays producteur d'or en Afrique de l'Ouest après le Ghana et avant le Burkina

## ■ Wassim Nasr



#Mali #JNIM #AQMI revendique IED contre #Barkhane le 3oct dans la région de #Tarkint & l'attaque du 6oct contre les FAMA entre les villes de Koro et de Bandiagra #Mopti, les jihadistes énumèrent leurs prises dont 1véhicule+2Dshka reconnaissent un mort & 3 blessés dans leur rangs

**جدید عملیات المجاہدین النوعية على المحتلين**

الإقامة

20 ربيع ثور 1443 هـ / 96 أكتوبر 2021 م | مؤسسة الإقامة • جماعة نصرة الإسلام والمسلمين |

تتابع عمليات مجاهدي جماعة نصرة الإسلام والمسلمين في استهداف المحتلين وأذناهم وتتصاعد وتيرة العمليات بفضل الله حتى اندحارهم قريبا بعون الله، كان آخرها:

- (26 صفر 1443 هـ | 03\10\2021 م) تفجير عبوة ناسفة على شاحنة تابعة للقوات الاحتلال الفرنسي (برخان) بمنطقة تاركنت والله الحمد.

- (29 صفر 1443 هـ | 06\10\2021 م) نصب كمين محكم على قوات العدو في ولاية موبتي خلف (14) قتيلًا و(10) جرحى وحرق (6) عربات واغتنام سيارة و(2) دشكا و(4) بيكا و(12) كلابشكوف وذخائر عديدة متنوعة، وارتقاء شهيد (1) من أبطالنا وجرح (3) إخوة نسأل الله لنا ولهم القبول.

-181-  
رقم البيان

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email: ampike@gmail.com

Site: www.malikile.com

**Récentes éliminations de chefs terroristes : Légitimes interrogations sur le timing**



**Dans la bande sahélo-saharienne, plusieurs opérations et actions de partenariat entre l'Opération Barkhane et ses forces alliées ont été menées ces derniers jours. Cette conjugaison d'efforts a permis la neutralisation récente du chef de la Katiba du Gourma du Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (Rvim), Nasser Al Tergui. C'est ce qui ressort d'un communiqué de presse l'Opération Barkhane, publié vendredi dernier.**

Le 15 octobre dernier, un véhicule transportant cinq individus a été repéré par un drone à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Gossi (Tombouctou). Le recoupement de différents renseignements a permis de confirmer la présence, à bord de cet engin, du chef de la Katiba du Gourma. En milieu d'après-midi, le véhicule s'est dirigé en direction d'Hombori et s'est arrêté à proximité d'un campement nomade pour y passer la nuit. Le lendemain, en début de matinée, les cinq personnes ont quitté le campement à bord du véhicule, en direction du Sud. «En coopération avec les forces partenaires, après avoir à nouveau confirmé la présence de Nasser Al Tergui à bord du véhicule, les militaires de la Force Barkhane ont décidé de déclencher une opération pour intercepter le véhicule et les cinq individus», précise le communiqué. Le véhicule refusant de s'arrêter, deux frappes aériennes ont été déclenchées pour le stopper. L'engin a été détruit et les cinq occupants neutralisés. Cette élimination fait suite, en l'espace de quelques semaines, à celles d'Oumar Mobo Modhi, chef d'un réseau de poseurs d'engins explosifs improvisés (EEI) au sein d'Ansarul Islam et du chef du groupe terroriste État islamique au Grand Sahara (EIGS), Adnan Abou Walid al-Sahraoui. Au-delà de la valeur symbolique et de leur effet bénéfique sur le moral des troupes, ces prouesses militaires portent sans doute un coup dur dans le dispositif opérationnel des ennemis de la paix. Toutefois, tenant compte du contexte et du timing, ces mises hors d'état de nuire d'individus de cet acabit suscitent des interrogations. Elles interviennent en effet au moment où les relations entre le Mali et certains de ses partenaires étrangers sont quelque peu «tièdes». Au demeurant, du ressenti de nombreux compatriotes, la question de l'ouverture de possibles négociations entre le gouvernement et les terroristes maliens qui est récemment revenue au-devant de l'actualité nourrit le doute quant à la sincérité de ces «opérations ciblées». L'annonce de la mort de ces chefs terroristes serait-elle un moyen ou une stratégie pour les partenaires avec lesquels notre pays est en «dé-

**Maouloud 2021 : Communion pour la paix !**



Le Mali, à l'instar de nombreux pays musulmans, a célébré la naissance du Prophète de l'islam. L'événement a rassemblé, hier lundi, des milliers de fidèles au Stade du 26 Mars, à l'appel du Guide spirituel des Ançardine internationale, Saïd Ousmane Chérif Madanai HAIDARA. C'était en présence du Premier ministre et chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAIGA, et du ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Dr Mahamadou KONE. « Vous êtes nos boucliers et nos chars face à l'adversité », a complimenté le Premier ministre MAIGA, en référence à la place qu'occupent les leaders religieux dans la société et au rôle qu'ils jouent au quotidien dans le retour de la paix et pour la stabilisation du pays. Aussi, au nom du chef de l'Etat, colonel Assimi GOITA, a-t-il salué les leaders religieux pour les prières et les bénédictions en faveur d'un Mali apaisé et réconcilié avec lui-même. La veille, le ministre KONE avait fait une tournée nocturne en se rendant sur différents sites de pèche, successivement à Lafiabougou, avec Cheick Mohamed Macki BAH, au Stade du 26 Mars, à Yirimadio, avec Saïd Ousmane Chérif Madanai HAIDARA, au Palais de la Culture Amadou Hampâté BA, avec Baba DIALLO, et à Torokorobougou, avec Mamadou Moussa DIALLO. Célébrer le Maouloud, a souligné le ministre KONE, c'est revivifier en permanence l'esprit religieux parmi la population, à savoir : la tolérance, l'amour de son prochain et l'acceptation de l'autre. Aussi, après avoir exprimé le sentiment de fierté d'être aux côtés de ses frères et sœurs musulmans, le Dr KONE a-t-il livré le même message partout où il est passé : prières et bénédictions pour la paix et la sécurité dans le pays. En effet, est-il convaincu, les prières et les bénédictions sont très importantes pour nous permettre de surmonter la mauvaise passe dans laquelle notre pays est plongé depuis quelques années. Le ministre KONE en a profité pour saluer les leaders religieux pour leur place et leur rôle dans la société, en contribuant beaucoup et notamment à la paix et à la stabilité dans le pays. Le Prophète de l'islam lui-même est envoyé pour la miséricorde de Dieu, développer le sentiment de solidarité et raffermir la fraternité humaine, a soutenu le Dr KONE.

Source : CCOM/MARCC

licatesse» de redonner leur blason ? À défaut d'y apporter une réponse catégorique à ce stade, force est de relever que cette interrogation est au centre de bien de réflexions et débats.

Mariétou KOITÉ / Source : L'ESSOR

## Autonomisation de la femme : Un centre s'ouvrira bientôt à Séguessona



Les femmes de Ouélessébougou, plus précisément celles du village de Séguessona, disposeront bientôt d'un centre d'auto-promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. La première pierre de cette infrastructure a été posée, vendredi dernier, par la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Wadidé Founé Coulibaly. C'était en présence du Directeur de l'ONG Qatar Charity, Saïd Zoulgami, du représentant du maire de la Commune de Ouélessébougou, Mme Mariam Diawara, de celui du chef de village de Séguessona, N'Togo Samaké.

Le centre est entièrement financé par l'ONG Qatar Charity à hauteur de 100 millions de FCFA. Il comportera trois salles de formation, une direction, une infirmerie, une mosquée, une adduction d'eau potable, entre autres.

Le Directeur de l'ONG a expliqué que ce don a été possible grâce à la générosité d'un frère qatari à la mémoire de sa défunte mère, Adjia Koute Al-Hajiri. Il a indiqué que le centre permettra sans aucun doute de soutenir les initiatives de promotion économique, sociale et culturelle de la femme. C'est pourquoi, il a invité les bénéficiaires à une plus grande implication dans la réalisation des travaux pour que le centre puisse être achevé dans le délai fixé.

La ministre en charge de la Promotion de la Femme a invité les femmes à s'unir et à faire de ce centre un lieu de développement. Pour elle, ce bâtiment qui sortira de terre dans 18 mois sera un espace de retrouvailles et de formation des femmes de Ouélessébougou.

Et Mme Wadidié Founé Coulibaly d'expliquer que cette réalisation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord du projet N°251763 relatif à la construction d'un centre d'autopromotion de la femme, de l'enfant et de la famille. C'est en effet, un projet majeur de son département dans le but d'offrir un cadre convivial aux femmes.

Le représentant du maire a soutenu que ce centre constituera un facteur d'épanouissement pour la communauté, mais aussi un réel outil de développement pour les déplacés de sa commune. Elle a promis que sa

## Année scolaire 2021-2022 : La rentrée aura-t-elle lieu le 1er novembre ?



La rentrée scolaire 2021-2022 aura-t-elle lieu le 01 novembre prochain ? La question reste au centre des débats, à une semaine de cette reprise annoncée par le gouvernement. Les autorités de la Transition et les enseignants signataires du 15 octobre 2021 n'ont pas encore trouvé de compromis. Les enseignants insistent toujours sur l'application de l'article 39. Le gouvernement, de son côté, propose une transformation de l'article en primes et indemnités. Au même moment, les enseignants volontaires réclament leur intégration dans la fonction publique.

Les enseignants disent non à la proposition du gouvernement. Ils réclament l'application stricte de l'article 39 ou l'élaboration d'une grille de statut du personnel enseignant accompagnée des modalités de paiement. « Rien n'a été changé parce que chacun reste sur sa position, il y aura forcément des mouvements », dit Ousmane Almoudou, porte-parole des enseignants. « La semaine prochaine, nous allons donner notre position claire par rapport à la rentrée. Si on rentre ou pas », ajoute Almoudou.

Pendant ce temps, les enseignants volontaires plaident pour intégrer la fonction publique. A défaut, ces derniers veulent un nouveau contrat en prélude à l'année scolaire 2021-2022. « Nous sommes des sortants des écoles de formation. Nous étions tous dans le secteur privé en train de se débrouiller, aujourd'hui nous sommes dans la rue », déclare Zié Sanogo, président du collectif des enseignants volontaires.

Avec cette situation, la rentrée scolaire 2021-2022 aura-t-elle lieu ? A ce stade, les tentatives de Studio Tamani pour faire réagir le gouvernement sur la question sont restées vaines.

Source : STUDIO TAMANI

municipalité veillera à la bonne réalisation de l'infrastructure et à l'atteinte de l'épanouissement des femmes.

La joie se lisait sur le visage des femmes de ce village qui ont hâte de voir leur centre ouvrir ses portes. Cette joie a été exprimée par le représentant du chef de village qui a vivement remercié les initiateurs.

Fatoumata NAPHO / Source : L'ESSOR

## Conférence Nationale de l'URD : Le parti d'accord pour l'organe unique de gestion des élections



L'Union pour la République et la Démocratie (URD) soutient l'initiative de la création de l'Organe unique de gestion des élections. Le parti de la Poignée de mains invite les autorités et la classe politique à se mettre d'accord pour l'organisation, dans les délais raisonnables, des élections régionales et générales afin de restaurer un ordre constitutionnel normal.

Ce sont là quelques recommandations phares issues de la 10<sup>ème</sup> Conférence Nationale de l'URD, tenue le samedi dernier au Palais de la Culture. La rencontre a permis de remembrer les instances de la formation. C'est ainsi que Moussa Koné et Mamadou Igor Diarra ont été élus respectivement 28<sup>ème</sup> et 29<sup>ème</sup> Vice-présidents du parti. L'ouverture de la conférence était présidée par le 1<sup>er</sup> Vice-président de l'URD, Pr Salikou Sanogo, en présence des cadres, militants et sympathisants du parti. L'on notait également la présence des représentants des partis «amis». Cette rencontre intervient à un moment où il existe de fortes «agitations» au sein de l'URD autour de la candidature à la présidentielle prochaine.

À ce jour, selon les responsables du parti, 10 candidatures ont été dûment enregistrées au niveau du Secrétariat Général de la formation politique. Et une commission nationale a été mise en place pour proposer «un projet de critères qui seront utilisés pour départager les candidats». Il importe de préciser que les critères élaborés par la commission seront soumis à l'approbation du bureau exécutif national. Ainsi, le candidat qui va être choisi par le bureau exécutif national, sera investi par une conférence nationale, d'après eux.

Le 1<sup>er</sup> Vice-président de l'URD a invité ses camarades à la sérénité pour la mémoire du fondateur du parti, l'honorable Soumaila Cissé. Pour Pr Salikou Sanogo, c'est dans l'union sacrée autour du candidat qui sera choisi par la formation, que «nous pourrions gagner les élections présidentielles à venir». Sans oublier qu'une telle quête exige que le parti puisse mobiliser largement au-delà de ses militants.

Le leader politique faisait allusion notamment au Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et au Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Selon le responsable politique, l'URD est une «grande famille» au sein de laquelle, il ne saurait y avoir

## Mali : L'armée dénonce la publication de fausses informations sur les réseaux sociaux



Dans un communiqué publié ce lundi 25 octobre 2021, le chef d'Etat-major Général des Armées dénonce de fausses allégations liées à la publication d'images macabres contre les Forces armées maliennes (FAMA) dans l'exercice de leur mission régaliennne.

Dans le document, le chef d'Etat-major Général des Armées (CEMGA) informe que suite aux exactions, assassinats ciblés et brûlures des récoltes régulièrement perpétrés contre les populations, les FAMA ont entrepris, ce lundi 25 octobre 2021, des patrouilles aéroterrestres dans la zone de N'Dola, Commune de Niono, ayant permis l'interpellation de 14 suspects mis à la disposition de la gendarmerie nationale pour des besoins d'investigations judiciaires.

« Des images macabres ont inondé les réseaux sociaux dans le but de discréditer les actions impartiales menées par les FAMA dans cette zone. Ces images prises dans un autre contexte, dont les FAMA ignorent l'endroit, ne correspondent pas aux opérations menées », révèle le communiqué.

Toutefois, le chef d'Etat-major Général des Armées tient à préciser qu'une enquête est immédiatement ouverte pour faire la lumière sur ces allégations portées contre les Forces armées maliennes.

A. TRAORÉ / Source : L'ESSOR

de nouveaux et d'anciens militants. «Dès l'adhésion, on y a automatiquement les mêmes droits que les devanciers», a précisé Pr Salikou Sanogo.

Le parti a aussi appelé ses militants à une participation massive et constructive aux Assises nationales de la refondation (ANR) en préparation. Les responsables de l'URD ont en outre réaffirmé leurs soutiens aux autorités de la Transition pour la réussite du processus.

Au cours de cette rencontre, une minute de silence a été observée en hommage à la mémoire de Soumaila Cissé, décédé il y a environ une année.

Bembablin DOUMBIA / Source : L'ESSOR




# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



## Touba-Coura : La centrale hybride solaire entre en service

Le ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré, a inauguré, le samedi dernier, une centrale hybride solaire. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée à Touba-Coura, localité située dans le Cercle de Banamba, dans la Région de Koulikoro. C'était en présence du représentant de la Banque Mondiale, Bonneau Pierre Xavier, du Président des Opérateurs du Secteur de l'Électrification Rurale (OSER), Bakary Sakho, et du Maire de la Commune rurale de Duguwolowila, Sékou Sylla.

Le projet de Touba Coura est la plus grande centrale du projet Systèmes Hybrides d'Électrification Rurale (SHER), en termes de financement et de capacité de production installée. Il a coûté 1,12 milliard de FCFA d'investissement pour près d'un Mw. Ce montant couvre la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 400kw, l'installation de deux groupes électrogènes de

275KVA chacun, d'un parc de batteries de stockages d'une capacité de 1.910 kWh, l'extension du réseau moyenne tension (MT) d'environ 3 km et le réseau basse tension d'environ 1 km.

Son inauguration participe de la volonté des plus hautes autorités à relever le taux d'accès à l'énergie grâce à un vaste programme d'implantation de centrales d'énergie solaire et de

centrales hybrides dans le cadre du partenariat public-privé, a souligné le ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau.

Seydou Lamine Traoré a, ensuite rappelé que Touba Coura avait bénéficié, en 2006, d'une première subvention de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER) pour son électrification pour un montant de 435 millions de FCFA.

En vue de satisfaire les besoins sans cesse croissants des populations de la localité et environnants, une seconde subvention de 324 millions de FCFA a été accordée au projet pour la réalisation des travaux d'extension à l'intérieur de cette ville sur le réseau MT vers Kérouané et du réseau d'éclairage public de 125 points lumineux pour plus de 1.000 nouveaux branchements. Le parc de production a été renforcé par trois groupes électrogènes de 650 KVA, 600 KVA et 500 KVA.

Dans l'optique de garantir la pérennité des projets réalisés à base du thermique, la Banque Mondiale a accompagné le Mali dans le financement du projet Systèmes Hybrides d'Elec-



trification Rurale (SHER). «Ce projet d'environ 44,2 milliards de FCFA a été soutenu par une contrepartie de l'État malien à hauteur de 4,450 milliards de FCFA. Couvrant 45 localités, il vise à faciliter l'accès à l'électricité pour 613.000 personnes par raccordement au réseau des habitations avec un objectif d'atteindre 1.060.000 bénéficiaires directs», a expliqué Lamine Seydou Traoré.

Pour lui, cette cérémonie d'inauguration est capitale dans la stratégie de développement de l'électrification rurale entreprise depuis 2004 par le gouvernement à travers l'AMADER, en partenariat avec les opérateurs privés.

Le ministre Traoré a indiqué que le renforcement de la capacité de la production, l'augmentation de la durée et de la qualité du service par la réalisation de différentes installations, contribuera fortement à la baisse du tarif de l'électricité, à la mise à disposition des consommateurs de 6.000 compteurs pré-payés «ISAGO» à des conditions favorables et à l'amélioration des conditions de vie des populations. «L'objectif final recherché par le gouvernement est de parvenir à l'uniformisation des tarifs de l'électricité entre le milieu rural et le milieu urbain», a-t-il assuré. Lamine Seydou Traoré a invité les clients au règlement régulier des factures de consommation pour garantir la continuité du service.

Le représentant de la Banque Mondiale a indiqué que SHER est un projet exemplaire qui doit servir de modèle pour le reste du Mali. Bonneau Pierre Xavier a émis le souhait de voir notre pays augmenter sa production d'énergie et continuer à baisser le coût de l'électricité. Pour sa part, le Maire de la Commune de Duguwolowila s'est réjoui de l'acquisition des infrastructures et des équipements de qualité



pour la fourniture d'électricité de qualité et en quantité. Sékou Sylla a ajouté que l'électricité n'est pas un luxe mais une nécessité pour Touba Coura et environnants en raison de la présence des services techniques et administratifs.

Beaucoup d'enfants passent la moitié de la nuit sous les lampadaires pour apprendre leurs leçons, a témoigné l'édile. Soulignant que cette centrale a permis de diminuer la tarification et d'augmenter les heures de fourniture, le Maire a, au nom de la population, invité à réduire le tarif du KWh de 180 à 150 FCFA. Aussi, Sékou Sylla a-t-il plaidé pour la dotation des autres villages en kits solaires et la réhabilitation du barrage qui est dans un état de dégradation avancée à cause de l'ensablement. Il a rappelé que les populations attendent l'électrification de certains villages, comme M'Tiélé et N'Pakarila qui ont été recensés dans le cadre de nouveaux projets

d'électrification.

Le président de l'OSER, Bakary Sakho a réitéré l'engagement des opérateurs du secteur de l'électrification rurale à œuvrer pour la réussite du partenariat entre les différentes parties.

Ensuite, il a proposé l'élaboration d'un programme décennal ambitieux d'électrification rurale de 5.000 villages, la mise en place d'une banque d'investissement dédiée à l'électrification pour mieux appréhender les risques et les enjeux du secteur, l'uniformisation des coûts de l'électricité entre le milieu rural et urbain avec l'instauration d'un appui de l'État aux opérateurs de l'électrification rurale égale à l'appui du secteur de l'électrification en milieu urbain.

Aminata Dindi SISSOKO

Source : L'ESSOR



# Moustapha Adrien Sarr à propos de la gestion du fonds COVID : « Les 20 milliards n'ont jamais quitté les comptes du FDSP-Sa »

**MOUSTAPHA ADRIEN SARR** sort de sa réserve. Via la présentation d'un rap-port, le Directeur Général du Fonds de Garantie du Secteur Privé (FDSP) a tenu à lever le doute sur la gestion des « Fonds covid » mis à la disposition de sa structure pour accompagner les entreprises.

L'Etat a mis à la disposition du Fonds de Garantie du Secteur Privé (FDSP) 20 milliards de F CFA pour accompagner les entreprises impactées par la Covid-19. Selon Moustapha Adrien Sarr, Directeur Général (DG) du FDSP, aujourd'hui, les possibilités financières autorisent le FDSP à faire plus que les objectifs de l'appui du gouvernement. « Pour me résumer, les comptes sont bons et ils l'ont toujours été. L'argent n'attend qu'une utilisation optimale par les entreprises et les banques », a déclaré le DG du FDSP lors de la présentation du rapport de son service le 22 octobre 2021, à Bamako.

Le rapport du Vérificateur Général (Vegal) sur la question souligne que 6,5 milliards de F CFA n'ont pas été justifiés. Mais, Moustapha Adrien Sarr a bien rapporté que la totalité des 20 milliards de FCFA a été reçue dans les comptes du FDSP-SA. « Cela a été, certes, par fraction et dans le temps (un an), mais, au finish, on les a reçus », a expliqué le DG du FDSP.

Il se trouve qu'à la date de la mission du BVG, la situation comptable de ces fonds donnait la répartition suivante : 13,5 milliards de F CFA en dépôt à terme et 6,5 milliards en dépôt à vue rémunéré, a indiqué le DG du FDSP. « Au bénéfice de ces clarifications, nous gardons notre sérénité en ne restant focus que sur ce qu'il faut faire pour que les difficultés de financement des entreprises privées soient résorbées », a affirmé M. A. Sarr.

Le DG a affirmé que ces 20 milliards n'ont jamais quitté un seul instant les comptes du FDSP-SA. « Autrement dit, pas le moindre sou n'est allé ailleurs que dans lesdits comptes », a-t-il expliqué. Selon lui, aujourd'hui, l'argent disponible est bien au-delà de 20 milliards parce qu'entre-temps, ces fonds ont pu produire des intérêts qui sont venus encore augmenter la capacité du Fonds à accompagner les entreprises.



L'institution qu'est le FDSP est un établissement financier soumis à la loi bancaire. Donc, elle est soumise à un dispositif de contrôle à cinq (5) niveaux : le dispositif de contrôle interne, les commissaires aux comptes, le comité d'audit, le Conseil d'administration et le dispositif de surveillance et de régulation de la Banque centrale. Pour ce qui concerne le Conseil d'administration, sur les 10 administrateurs, il y a 7 banquiers dont 4 anciens ou actuels directeurs généraux de banque. « Croyez-vous un seul instant qu'il puisse y avoir un problème sur 6,5 milliards de F CFA avec tout ce dispositif ? Je pense vraiment que NON », a précisé le DG du FDSP.

Le DG estime qu'il ne se sent pas dans les moindres droits de porter un quelconque jugement que ce soit sur le rapport du BVG, une structure qui joue un rôle crucial dans l'amélioration de la gouvernance. « Et pour être positif et franc, leur suivi, que nous espérons d'ailleurs permanent sur toute la durée de ce programme, nous permet nous-mêmes de nous ajuster dans notre gestion, afin d'être encore plus performants », a-t-il ajouté.

A en croire le DG du FDSP, dans ledit rapport, il y a une petite confusion entre « dépôts de confort » et « dépôts à terme ». Pourtant, il

est bien explicité dans la convention que le FDSP a signé avec l'Etat, que les « dépôts de confort » intègrent à la fois les dépôts à terme, qu'on appelle populairement « compte bloqué », et les dépôts à vue.

En parlant de l'intéressé, notons bien que Moustapha Adrien SARR est un cadre supérieur de banque hyper qualifié. Il est, en effet, juriste de droit privé doublé de financier et il cumule 30 ans d'expériences dont 27 ans à la BND, l'une des banques les mieux gérées du Mali. Il a été dans cette banque tour à tour Directeur juridique, Directeur d'agence, Directeur des engagements, Président du comité de crédit où il a pu distribuer plus de 500 milliards de bons crédits en 3 ans. Depuis qu'il est à la tête du Fonds de Garantie pour le Secteur Privé, il y a 2 ans et demi, tous les indicateurs de performance en gestion ont été au moins multipliés par 3.

Sur ce rapport du Vegal, son Conseil d'administration a estimé qu'il gère ces fonds dans les règles de l'art et la félicité en lui renouvelant sa confiance.

A SEYDOU FANÉ  
Source : Les Echos



# Colloque du contentieux électoral et lancement du projet UNITAR : 1850 formés dans la gestion des contentieux électoraux

La cérémonie d'ouverture du colloque national du contentieux électoral et de lancement officiel du projet UNITAR pour le renforcement des capacités du système judiciaire et de promotion de l'Etat de droit au Mali, a été présidée, le mardi 26 octobre 2021, par le ministre de la Justice et des droits de l'homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué. 1850 acteurs de la justice et des organisations de la société civile bénéficieront à cette formation. Le thème de ce colloque est : « rôle de la justice dans l'organisation des élections ».



Initié par l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) le colloque du contentieux électoral cumulé au lancement des activités du Projet pour le renforcement des capacités du système judiciaire et la promotion de l'Etat de droit au Mali est financé par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) en partenariat avec le département en charge de la Justice et des Droits de l'Homme. Cette rencontre de trois jours s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des personnels judiciaires afin d'offrir aux justiciables des services de qualité. Aussi, il s'agira d'ouvrir l'Institution judiciaire sur le monde extérieur, le tout devant reposer sur une meilleure observation des règles d'éthique et de déontologie.

Les thématiques qui seront abordées sont, entre autres : le respect des règles d'éthique et de déontologie dans le secteur judiciaire et des enquêtes financières.

Selon le directeur général de l'Institut national

de Formation judiciaire (INFJ), Toubaye Koné, sa structure a été chargé de suivre la procédure des travaux de ces deux événements phares et de veiller sur le projet. L'INFJ, a-t-il dit, a programmé durant ces trois jours de renforcer les capacités du système judiciaire et promouvoir l'Etat de droit. Ce colloque regroupera les huissiers, notaires, les acteurs politiques et les médias. Il s'agit d'appréhender le rôle de la justice dans le cadre du processus électoral. Il permettra aux équipes de bien cerner et noter sur le droit électoral. Il s'agira aussi de former 200 policiers en matière du droit électoral, 100 magistrats, des huissiers, des notaires entre autres.

Le représentant de l'Ambassadeur de l'Allemagne au Mali, Julian Stueber soulignera que la formation de ces 1850 personnes entre dans le cadre du renforcement des capacités du système judiciaire et électoral de notre pays. « C'est un processus crucial pour la mise en œuvre d'une justice fiable et rigou-

reuse », a-t-il dit.

Prenant la parole, le ministre de la justice et de droit de l'homme, Garde des sceaux, Mamoudou Kassogué dira que les efforts du gouvernement ont eu un écho favorable dans le domaine de la justice. Cette formation permettra de renforcer les capacités de la justice afin de satisfaire les justiciables. Il a rappelé aussi que les contestations électorales de l'année dernière ont joué un rôle déterminant dans l'avènement de la crise que connaît aujourd'hui le pays.

Enfin, le ministre de la Justice s'est longuement appesanti sur le rôle de la justice dans l'organisation des élections. Il a toutefois signalé que la formation des acteurs de la justice sur les enquêtes financières entre en droite ligne des réformes engagées dans le domaine de la lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière.

■ Ibrahim Sanogo

# Données sur le ramassage des paquets vides de cigarettes : Le rapport interpellateur de l'INSTAT

En collaboration avec la Société nationale des Tabacs et Allumettes du Mali (Sonatam), l'Institut national de la Statistique (INSTAT) a tenu, vendredi 22 octobre, un atelier de présentation des résultats de la première analyse des données issues du ramassage des paquets vides de cigarettes. Il s'agissait d'étudier l'évolution de la consommation de la cigarette dans notre pays.

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) est l'organe central du Système Statistique National (SSN) du Mali. Il est chargé, entre autres, tel que le stipule l'article 2 de l'Ordonnance n°09-016/P-RM du 20 mars 2009, d'entreprendre des recherches et études sur les questions statistiques et économiques à la demande des Administrations Publiques et éventuellement des personnes physiques ou morales de droit privé. C'est dans ce cadre que l'INSTAT a signé avec le SONATAM le 03 février 2020 un protocole d'accord intitulé : Protocole d'accord sur la collecte et le traitement de données statistiques relatives aux produits du tabac portant sur l'étude des ramassages de paquets de cigarettes vides. Ce protocole d'accord vise, pour les deux parties, à mieux connaître la consommation des cigarettes illicites sur le territoire national et leur impact économique et fiscal, afin d'anticiper l'orientation des décideurs pour adapter les politiques publiques de prévention de la fraude et de la contrebande.

Quant à l'objet du protocole d'accord, il s'agit de poser le principe de mise en œuvre d'un

échange de données entre la SONATAM et l'INSTAT, en vue de contribuer aux études élaborées par l'INSTAT, notamment une étude de ramassage de paquets de cigarettes vides se trouvant au sol, sur la voie publique que l'INSTAT produira sur une base trimestrielle.

Mieux, la SONATAM réalise depuis plusieurs années une opération de collecte mensuelle de 50 000 paquets de cigarettes vides dans 55 zones de ramassage réparties sur le territoire national. Dans le cadre de cette étude, l'INSTAT effectue périodiquement des missions dans certaines zones de ramassage pour certifier les données statistiques portant sur les paquets vides de cigarettes ramassés en vue d'alimenter une base de données au niveau de la Direction générale de la SONATAM.

Le contenu de cette base de données fait l'objet d'analyse périodique à l'effet de diffusion et de mise à disposition d'informations fiables sur l'évolution de la contrebande des produits de tabac.

En parlant de l'évolution par trimestre, une tendance à la baisse de la contrebande est initiée grâce aux actions entreprises par les au-

torités sur initiative de la Direction générale de la Sonatam.

Selon le statut des paquets vides de cigarettes au 3ème trimestre 2020, près de 97% des paquets vides ramassés sont légaux. Seulement 3,1% de ces paquets sont issus de la contrebande.

Quant à l'évolution de la part de la marque RONSON dans la contrebande, cette marque est encore caractérisée par sa part dans la contrebande à plus de 50% au 3ème trimestre 2020.

Pour la marque SIR dans la contrebande, selon le rapport, elle a atteint des proportions élevées dans la contrebande au cours des 03 dernières années (2018-2021)

La part de la marque AMERICAN LEGEND dans la contrebande a atteint son paroxysme à près de 30% en 2017. Cependant, depuis 2018, elle ne cesse de décroître pour se fixer à 1% au 3ème trimestre 2020. Selon Seidina Oumar Minta, la majorité des paquets de contrebande de RONSON ramassés au titre du 3ème trimestre 2020 plus de 80% proviennent de la Guinée. Le directeur général de l'INSTAT, Arouna Sougané, corrobore que conformément à leur politique de diffusion et partage de l'information, de mettre à la disposition des utilisateurs des données statistiques les résultats de ces opérations par le biais des ateliers de diffusion. « **Le contexte d'insécurité joue sur la lutte contre la contrefaçon. S'agissant des difficultés, la Sonatam nous envoie les collectes de données. Nous travaillons sur le planning si la sécurité sillonnait toute la zone indiquée** », a-t-il précisé

La contribution de la Sonatam à l'Etat s'élevant à 60 milliards de FCFA contre 10 de perte dus à la contrebande, a rappelé la directrice commerciale de la Sonatam Daphiné Vergucht .

■ Ibrahim Sanogo



# Mali : Revirements sécuritaires et stratégiques ?

Négociations entre le gouvernement malien et les groupes djihadistes, rumeurs sur l'arrivée de la société Wagner, retrait des troupes françaises : le Mali est actuellement en plein virage sécuritaire. Comment interpréter ces changements ? Avec quelles conséquences géopolitiques ? Le point avec Nicolas Normand, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, ministre plénipotentiaire honoraire.



## Que peut-on attendre des négociations entre le gouvernement malien et les groupes djihadistes ? Est-ce un revers pour la France ?

Il faut rappeler qu'au niveau local, par la force des choses, des négociations se sont déjà imposées entre certaines milices communautaires Dozos et des djihadistes affiliés au JNIM, au Mali comme d'ailleurs au Burkina Faso.

Ceci a commencé dans le centre du Mali, région de Ségou et cercle de Niono, en octobre 2020, par des blocus de villes : Kourmari et Farabougou. Les djihadistes de la katiba Macina (relevant d'Amadou Koufa, affilié au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) de Iyad Ag Ghali) ont accepté de lever le siège et d'arrêter leurs tueries par un accord de cessez-le-feu en mars 2021, puis un accord de paix en avril s'appliquant à douze municipalités et y imposant la charia, après la médiation du Haut Conseil islamique du Mali. Il

s'agit d'un accord fragile, ayant connu une résurgence du conflit depuis juillet 2021.

Au niveau national, la question reste en suspens : au Mali, en raison de l'impasse de la solution militaire, de la lassitude de la population confrontée à l'insécurité, l'idée se répand que le djihadisme ne serait au fond qu'un problème local, politique ou religieux à régler par la palabre entre « frères maliens » et sans ingérence étrangère. Mais, malgré deux forums nationaux (Conférence d'entente nationale en 2017 et Dialogue national inclusif en 2019) demandant de négocier avec Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, ceci n'a pu être lancé officiellement, en dehors de la négociation ponctuelle d'octobre 2020 permettant d'échanger quatre otages (dont la Française Sophie Pétronin, captive depuis quatre ans), contre 200 djihadistes emprisonnés, plus une rançon payée. Une annonce apparemment officielle, chargeant le Haut Conseil islamique du Mali de négocier avec Iyad et Koufa, en octobre 2021, a été démentie peu après. On peut

comprendre facilement ce nouveau rétropédalage (ce n'était pas la première tentative : l'imam Dicko avait déjà été chargé brièvement, en 2019, de la même mission par le Premier ministre du Président IBK).

Il suffit en effet de mesurer les conséquences d'un éventuel accord avec les djihadistes du JNIM : Iyad Ag Ghali en serait probablement demandeur, mais cela l'obligerait à rompre avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), dont il devrait alors se protéger. AQMI, dominé par des djihadistes algériens, même affaibli par une série de revers militaires, ne pourrait qu'être opposé à un compromis contraire à sa raison d'être, sauf naturellement si ce compromis est en fait une capitulation pour Bamako. En cas de véritable compromis, le djihad local devrait alors rompre avec le djihad global d'Al Qaïda. Iyad Ag Ghali demanderait, au moins pour la forme, que la charia (dont les modalités peuvent varier) s'applique sur l'ensemble du Mali. Mais il rechercherait surtout le leadership pour lui sur tout le septentrion

malien (le pseudo Azawad). Il pourrait peut-être accepter une solution moins ambitieuse lui permettant d'entériner sa domination féodale sur la région de Kidal, dont il ferait une enclave autonome où la démocratie ne serait qu'un simulacre. Dans ce cas, le pouvoir de Iyad ne dépasserait probablement pas ses affidés Ifoghas et la région. Les plus importants groupes armés signataires de l'accord d'Alger, originaires de Kidal, non djihadistes mais d'inclination islamiste, se rallieraient, tandis que les autres signataires, notamment issus des tribus non Ifoghas et non Idnanes, seraient obligés de se soumettre (Touaregs Imghads et Daoussaks, Arabes, Songhaïs, etc.), selon le principe « baise la main que tu ne peux pas couper ». On observerait alors peut-être un déblocage de l'accord d'Alger, avec des élections régionales sous contrôle des groupes armés, mais au profit d'un ou de plusieurs émirats islamistes pour les cinq régions du Nord. Les candidats à la présidence des régions, élus au suffrage universel direct selon l'accord d'Alger, seraient en effet désignés par les mouvements djihadistes. Il est néanmoins prévisible que cette solution ressemblerait à un démembrement difficilement acceptable du Mali, et que Bamako chercherait militairement à reprendre le contrôle de Kidal dès que possible, le cas échéant avec des mercenaires russes de la société Wagner.

Par ailleurs, une partie importante des combattants actuels du JNIM, notamment ceux ralliés au leader peul Amadou Koufa et à Al Morabitoun ne pourraient sans doute renoncer aux armes que si un accord leur offrait aussi

d'importantes gratifications à travers un nouveau processus de désarmement/réinsertion à financer par la communauté internationale (en plus de 13 000 combattants des groupes signataires de l'accord d'Alger que Bamako a promis de réinsérer avant fin 2022). Certes, une majorité de djihadistes sont des jeunes déçus dont l'insurrection a des causes d'abord économiques et sociales, entre autres l'accès au foncier, la concurrence non régulée entre pasteurs et agriculteurs, la gestion de l'eau, le chômage. Ils n'ont rejoint les groupes armés que faute d'autre perspective. Mais comment offrir à ces jeunes analphabètes une insertion et des projets, comment assurer la loi et l'ordre alors que l'État est absent et perçu comme un adversaire ? Le réalisme oblige à admettre que les racines de l'extrémisme violent ne seraient guère traitées par la négociation avec les djihadistes, même en voulant refaire un nouvel accord généreux pour tous les ex-combattants sur le modèle de l'accord d'Alger, dont on a d'ailleurs pu constater le blocage.

En outre, le JNIM n'est qu'une coalition de groupes assez autonomes poursuivant des buts divers avec des moyens différents. Ainsi, l'imam Amadou Koufa a une conception de l'Islam particulièrement radicale et n'hésite pas à attaquer des civils pour environ le tiers de ses attaques (soit 78 % des attaques du JNIM contre des civils), tandis que Iyad est plus pragmatique et politique, plus respectueux des populations. Il serait peut-être plus difficile d'amadouer Koufa que Iyad, qui a déjà signé des accords avec le gouvernement en

1992 et avait repris une vie civile.

Le processus devrait être complété par la recherche de compromis et de gratifications auprès de tous les chefs intermédiaires et combattants des milices Dozos (bambaras) et Dan Na Ambassagou (Dogons) qui pourraient s'y prêter, par des contacts au plus près des communautés locales et villageoises. Une proximité de l'État malien serait certainement bénéfique, mais encore faudrait-il que Bamako puisse offrir à ces personnes, généralement illettrées, des services et des perspectives d'emplois ou des avantages matériels. Un tel programme n'a encore pas été mis sur pied et nécessiterait un fort accompagnement de la communauté des donateurs, qui n'irait pas de soi, compte tenu de la réticence française actuelle au dialogue avec les extrémistes.

L'État islamique au grand Sahara (EIGS), rejetant catégoriquement tout dialogue, attirerait à lui tous les mécontents qui, pour des raisons idéologiques ou matérielles, s'écarteraient d'un processus initié entre le gouvernement et Iyad. La paix ne serait donc nullement assurée.

Enfin, le départ partiel ou total des forces étrangères, en particulier de la force française Barkhane, sans doute incontournable dans la négociation, créerait un blocage ou bien une opportunité particulièrement propice aux groupes extrémistes (notamment l'EIGS) que l'armée malienne seule ne serait plus en mesure de contenir. C'est pourquoi Bamako n'envisage la possibilité d'un dialogue avec Iyad qu'avec beaucoup d'hésitations et tergiversations.



Pour ces différentes raisons, la négociation évoquée ne saurait être une panacée. Au mieux, elle diviserait un peu plus la nébuleuse djihadiste en y provoquant davantage de combats internes. Il serait toutefois nécessaire que Bamako conserve les moyens militaires de se protéger. La négociation pourrait néanmoins présenter l'avantage de mieux faire comprendre à une opinion publique déçue les véritables enjeux du conflit interne au Mali. Au pire, elle compliquerait encore le statut de Kidal sans aucunement améliorer la situation (ni celle du Burkina Faso et du Niger) ou même accélérerait le délitement du pays. Mais Bamako mesure ces risques et les autorités maliennes de la transition sont conscientes qu'une solution véritable ne peut être que globale, en traitant les dysfonctionnements économiques, sociaux et de gouvernance qui sont à la racine des insurrections locales et du djihadisme, tout en gardant un volet militaire et policier incontournable pour tenter d'assurer le respect de la loi et de l'ordre dans les territoires.

Il n'y a donc pas de revers pour la France, en tout cas à ce stade, car Bamako semble partager les raisons s'opposant à un dialogue avec Iyad Ag Ghali.

**Dans le même temps, la junte au pouvoir à Bamako négocie l'arrivée de la société paramilitaire Wagner. Avec quelles conséquences pour le pays et pour les forces notamment françaises en présence ? Considéré comme un instrument géopolitique au service de Moscou, la Russie pourrait-elle tirer un avantage de la présence de Wagner sur le sol malien ?**

En réalité, Bamako a cherché auprès de la Russie une alternative à la France et à son dispositif Barkhane, à la fois par crainte de son retrait trop rapide qui souligne fortement la dépendance existentielle du régime malien à la France et aussi pour tenir compte, voire instrumentaliser à des fins de politique interne, l'impopularité de la politique française au Mali, d'ailleurs alimentée par une campagne anti-française des services russes sur les réseaux sociaux (vidéos et fake news). Le sentiment anti-politique française à Bamako s'explique notamment par l'appui initial aux séparatistes de Kidal (pourtant limité à 2013), par la durée

de la présence de l'armée de l'ancienne puissance coloniale, sa relative autonomie locale perçue comme violant la souveraineté nationale et enfin la persistance de l'insécurité qui ferait croire à une duplicité selon certains activistes locaux.

Il s'agit aussi, vu de Bamako, de tenir compte des relations anciennement fortes entre la défunte URSS et le Mali, et du retour remarqué et important de la Russie en République centrafricaine (RCA) en profitant du retrait militaire français précipité (l'opération Sangaris, arrivée en RCA fin 2013, forte de 2000 hommes en 2014-2015 en est repartie en octobre 2016), ainsi que de son efficacité en Syrie. À Bamako, on estime qu'il s'agit de succès de la Russie qui contrastent avec l'échec présumé ou ressenti de Barkhane au Mali.

Par ailleurs, de nombreux militaires et cadres, dont le Premier ministre Choguel Maïga lui-même, ont été formés en Russie. La coopération avec la Russie actuelle ne s'est d'ailleurs maintenue que dans le domaine militaire (un accord russo-malien a été signé en juin 2019). Cela étant, on constate que la Russie ne se précipite pas pour s'engager dans le bourbier malien et que le Mali lui offre aussi moins de perspectives en ressources naturelles à exploiter que la RCA où abondent or et diamants pillés par quelques groupes armés non djihadistes et à motivations matérialistes avec qui il est plus facile de s'entendre. C'est pourquoi Moscou a dirigé les autorités maliennes vers la société de sécurité privée Wagner, dont le coût est prohibitif pour le Mali (9 millions d'euros par mois pour 1000 hommes, selon Reuters). Des contacts avec l'Algérie pour les financer ont été évoqués, mais sans confirmation.

Mais, outre son coût financier, cette éventualité présente beaucoup d'inconvénients qui ont fait jusqu'à présent reculer Bamako : les mercenaires Wagner ont une réputation sulfureuse.

Le groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires a dénoncé la présence en RCA de mercenaires russes. Le 9 juillet 2021, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a accusé une fois de plus ces mercenaires d'avoir commis des exactions en RCA, précisément 207 abus de droits humains entre février et juin 2021.

En outre, l'efficacité de mercenaires Wagner serait problématique dans le contexte malien,

sans les moyens d'observation américains et français dont dispose Barkhane et sans les drones. L'échec en Libye des 1200 mercenaires russes prêtant main-forte au Maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de la Cyrénaïque (Libye orientale) dans son offensive du printemps 2021 contre Tripoli (et le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale) est symptomatique des limites de Wagner. De même au nord du Mozambique (province de Cabo Delgado), 200 mercenaires Wagner ont appuyé sans succès l'armée nationale dans la reconquête de villes prises par les djihadistes locaux.

Enfin et surtout, les principaux partenaires du Mali, dont la France, l'Union européenne, le Niger, la Mauritanie ont fait connaître leur ferme opposition à la venue de ces mercenaires au Mali. Il est donc actuellement improbable que la société Wagner intervienne au Mali.

**Négociations avec les groupes djihadistes, société Wagner, retrait des troupes françaises au Mali qualifié « d'abandon français » par Bamako... La France et le Mali sont-ils toujours alliés ?**

Oui, les deux pays restent des partenaires fortement alliés, malgré les accusations publiques et répétées du Premier ministre malien Choguel Maïga contre la France en septembre et octobre 2021 et malgré l'impopularité des politiques françaises au Mali. Dans son interview au journal Le Monde du 18 octobre 2021, Choguel Maïga a été clair à ce sujet : « Il peut y avoir des scènes de ménage, mais je ne crois pas beaucoup au divorce... Trop de liens lient le Mali et la France pour qu'une équipe en pré-campagne, sur un coup de tête ou une saute d'humeur vienne tout remettre en cause... Il nous reste encore beaucoup de choses à faire ensemble ». On voit que le Premier ministre malien profite d'un moment propice pour maltraiter la France et son dispositif Barkhane, de manière populiste pour engranger un soutien local, tout en estimant que le Président Macron n'ira pas jusqu'à retirer l'armée française du Mali, à l'image de la débandade américaine en Afghanistan.

Source : IRIS FRANCE

# Meeting du mouvement "YEREWOLO DEBOUT sur les Remparts" à Kati : La politique française en Afrique et précisément au Mali dénoncée

Pour la énième fois le mouvement "YEREWOLO DEBOUT sur les Remparts" est monté au créneau pour dénoncer la politique française en Afrique et plus précisément au Mali. Il s'agissait selon ses leaders de réaffirmer leur soutien à l'arrivée prochaine des Forces Russes sur le sol malien et à la prolongation du délai de la transition. C'était le mardi 13 octobre dans l'après-midi sur la place publique du grand marché de Kati. Ce meeting a vu la participation de plusieurs épouses et enfants de soldats tombés au front pour la défense de la patrie, des autorités coutumières, des jeunes leaders de plusieurs mouvements et associations de la ville garnison.

Ce meeting du mouvement "Yèrewolo Débout sur les Remparts", avait pour objectif de dénoncer la politique française en Afrique en générale et au Mali en particulier, soutenir la prolongation de la transition jusqu'à l'apaisement du climat socio-sécuritaire du Mali et montrer son soutien total pour l'intervention militaire de la Russie au Mali.

Lors de ce meeting, les slogans scandés étaient entre autres, " France dégage", "vivement l'arrivée de la Russie", "oui pour la prolongation du délai de la transition", "soutien total à l'Armée malienne". Il a vu la participation des épouses et enfants de soldats tombés au front pour la défense de la patrie, d'autorités coutumières, des jeunes leaders de plusieurs mouvements et associations de la ville garnison. Tous venus témoigner leur soutien aux autorités de la transition pour l'apaisement total du Mali

Amina Fofana, membre du Conseil National de Transition (CNT), membre du mouvement "Yèrewolo Débout sur les Remparts", connue comme une véritable anti-française, a qualifié le récent Sommet Afrique-France qui a réuni 11 jeunes africains sur invitation du président de la République Française, de folklore. Selon elle, ce sommet Afrique-France est un film qui doit être programmé au festival de Cannes en vue de concourir aux trophées. Et de qualifier les jeunes qui ont représenté le Mali à ce sommet, des pions de la France.

Pour Adama Diarra connu son le sobriquet "Ben le cerveau", membre lui aussi du CNT et du mouvement Yèrewolo Débout sur les Remparts, les récentes attaques notamment celle de Niono dans la région de Ségou, sont des stratégies de la France. Pour plus de précision,



il a pris l'exemple sur le génocide qui a eu lieu au Rwanda en 1994 dont la France était l'auteur.

La population de Kati est disposée à porter main forte à son Armée. Cela, dit-il, en formant les jeunes pour défendre la patrie. « Nous allons proposer cette loi au niveau du CNT afin que les civils entre 19 et 35 suivent des formations militaires et deviennent des réserves pour l'Armée pour la défense de la patrie » a-t-il laissé entendre en prenant l'exemple sur le Burkina Faso qui a voté la même loi. Toujours dans son intervention, il a appelé les Maliens à s'unir pour sortir le Mali de cette situation qui n'a que trop duré.

Ce meeting a servi d'occasion pour lui d'informer que dans quelques semaines, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, « qu'il aime affectueusement appeler le libérateur », va poser des

actes qui resteront dans l'histoire du Mali pendant des décennies. « Avec ces autorités de transition, c'est la révolution silencieuse : on fait beaucoup on parle moins » a affirmé "Ben le cerveau".

Quant à l'organisation des élections en 2022, les militants de ce mouvement sont déterminés à freiner celle-ci, car selon eux, le pays n'est pas en mesure d'organiser ces élections à cause de la dégradation de la situation sécuritaire tant au centre qu'au nord du pays. « Pourquoi organiser des élections si nous avons le meilleur président ? », se sont-ils interrogés.

Le mouvement "Yèrewolo Débout sur les Remparts" a annoncé sa prochaine sortie pour le 23 octobre 2021 pour le Sursaut patriotique.

Par Maimouna Sidibé  
Source: Le Sursaut

# Plateforme ANW KO FA SOKO : Cap sur les élections générales à venir

La nouvelle coalition politique est composée de 35 partis et regroupements de partis politiques et d'associations. Objectif affiché : conquérir le pouvoir à l'issue des prochaines échéances électorales.

Une nouvelle plateforme politique voit le jour. Anw Ko Fa Soko, c'est son nom, a été portée sur les fonts baptismaux, le samedi 23 octobre par une coalition de partis politiques, regroupements de partis politiques et d'associations. La cérémonie de création de la nouvelle plateforme s'est déroulée à la Maison de la Presse, en présence des principaux responsables de la coalition, dont Mamadou Oumar Sidibé, le président de la plateforme. Celui qui préside également aux destinées du Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM-Fasoko) avait à ses côtés quatre autres présidents de partis politiques : Emile Salam Sow du Parti Socialiste pour le Renouveau (PSR), Alassane Dembélé de l'Alliance des Nationalistes Convaincus pour le Développement du Mali (ANCD), Nafissa Keïta du Parti Forces

Futures (PFF), et Hamidou Haïdara de l'Union pour le Progrès Social (UPS).

La cérémonie de lancement de la nouvelle plateforme s'est déroulée en deux temps : la déclaration de création de la coalition qui a été suivie d'une conférence de presse avec comme thème, «Rupture avec le système de gouvernance de la IIIème République, gage de la réussite de la Transition».

D'entrée de jeu, le président de la nouvelle plateforme a tenu à lever toute équivoque : la plateforme Anw Ko Fa Soko a été créée pour «affronter les échéances à venir dans le but de conquérir et d'exercer le pouvoir». Et Mamadou Oumar Sidibé de poursuivre sous un tonnerre d'applaudissements des militants venus en grand nombre à la Maison de la Presse : «Notre vision commune est une gou-

vernance de rupture. Pour ce faire, nous nous engageons à mettre en place les structures décentralisées de la plateforme, à proposer un projet de société et un programme de développement pour un Mali émergent, à préparer les élections générales».

Pour les initiateurs de la nouvelle coalition politique, le besoin crucial du Mali réside aujourd'hui dans l'émergence de ressources humaines compétentes et patriotes ayant le sens élevé de l'État.

Ainsi, Anw Ko Fa Soko promet de tout mettre en œuvre pour «la formation d'hommes nouveaux qui incarnent le leadership et qui s'attèleront à la transformation qualitative de la société malienne». Concrètement, la plateforme s'engage à restaurer les valeurs sociétales et les principes qui sous-tendent le «Dambé», le «Lanaya» et le «Ladriya».

PARTANT POUR LES ANR- La salle de la conférence de presse de la Maison de la Presse se lève à nouveau pour exprimer sa joie et scanner le nom du président de Anw Ko Fa Soko. Le temps de reprendre son souffle, Mamadou Oumar Sidibé lance : «Nous voulons l'avènement de la IVème République. Les Maliens ne doivent plus jamais dire : An Bè Sa I No Fè (nous sommes prêts à mourir pour toi, en français). C'est au dirigeant de se sacrifier pour le bonheur du peuple. Nous invitons toutes les Maliennes et tous les Maliens, de quelque





bord qu'il soit, de nous rejoindre pour bâtir un Mali nouveau».

«Anw Ko Fa Soko sera l'acteur des changements fondamentaux qu'attend le peuple malien. La plateforme sera un forum de débats féconds, un espace d'enrichissement collectif et individuel, un tremplin visant à permettre à chacune et chacun de donner le meilleur de lui-même pour le bien collectif». Actualité oblige, le conférencier a évoqué les Assises nationales de la refondation (ANR) et la prolongation de la durée de la Transition.

Sur le premier point, Mamadou Oumar Sidibé a annoncé que la nouvelle plateforme participera aux ANR pour «débatte des vraies questions de l'heure et de manière inclusive». «Nous avons déjà reçu les termes de référence (TDR), nous allons participer à la rencontre, en espérant que les assises ne seront pas une assise de plus», a dit le président de Anw Ko Fa Soko.

Concernant la durée de la Transition qui va probablement être prolongée, le président de la nouvelle coalition politique a indiqué que ce point ne figure pas dans les TDR des ANR et Anw Ko Fa Soko travaille plutôt pour la réussite de la rencontre.

La plateforme soutient-elle les autorités de la Transition ? «Nous soutenons toutes les actions de la Transition parce que personne n'a intérêt à ce qu'elle échoue, a répondu le confé-

rencier. Les gens doivent comprendre ça. Le meilleur service que nous devons rendre au pays, c'est soutenir la Transition et aider ceux qui la dirigent à quitter le pouvoir par la grande porte», a ajouté Mamadou Oumar Sidibé.

À la fin de la rencontre, les organisateurs ont remis un manifeste à la presse dans lequel on peut lire que depuis 1960, date de l'accession du Mali à la souveraineté nationale et internationale «ce sont les mêmes obstacles qui continuent de s'opposer au développement social, politique et économique de notre pays. À la lumière de nombreuses analyses du sujet,

ce sont plutôt l'inefficience et l'inefficacité des réponses politiques adoptées qui expliquent le caractère opiniâtre et redoutable de ces maux qui risquent fort bien de désintégrer en définitive la Nation malienne dans ses segments».

Le document conclut : «Pour la plateforme Anw Ko Fa Soko, le contexte politique actuel est une opportunité certaine pour sortir enfin de cette situation inacceptable».

Souleymane Bobo TOUNKARA  
Source : L'ESSOR





# Télévision : Un moyen d'éducation ou de désordre familial ?

**Moyen d'éducation de masse, la télévision peut être une source de désordre si les contenus des programmes ne sont pas adaptés aux réalités et sensibilités des cibles, estime notre blogueur.**

La famille Fané a les yeux rivés sur le petit écran. Comme tous les soirs, le chef de famille, son épouse et ses enfants, se retrouvent autour d'un feuillet. Dans ce modeste ménage, la télévision est la distraction favorite. « Ça permet de garder les enfants à la maison pendant la nuit », explique le chef de famille. Mais regarder un programme de télévision avec les plus jeunes est un exercice délicat. De plus en plus, les programmes de télévisions diffusent de contenus qui peuvent heurter la sensibilité des enfants. Notamment l'exhibitionnisme à outrance du corps de la femme. Que ce soit dans les clips vidéo ou dans les séries novelas qui connaissent un franc succès.

Ce père débrouillard n'a pas les moyens de s'offrir deux téléviseurs. Il fait des acrobaties pour que chaque membre de la famille y trouve son compte, et échappe autant que possible

aux images charnelles. Ce qui n'est pas une mince affaire. Son principe est simple : zapper systématiquement tout passage érotique. « C'est la seule manière si on veut regarder la télé en famille avec les enfants. Partout on fait la promotion de la sexualité. La télévision n'est plus ce qu'elle était jadis », déplore-t-il, en brandissant la commande de la télé qu'il tient ainsi qu'un fétiche.

## CONTENUS CONTROVERSÉS

Quant à Hawa, une mère de famille, son mari a acheté deux téléviseurs. L'un, fixé au salon est réservé aux adultes. L'autre se trouve dans la chambre des enfants. Cependant, cette solution ne résout pas le problème. « Au fur à mesure qu'ils grandissent, les enfants sont exposés à des contenus sensibles. Ce n'est toujours pas facile de contrôler ce qu'ils regardent », laisse entendre cette mère au foyer.

Ces programmes aux contenus controversés cumulent les records d'audience. Dans beaucoup de chaînes, la rentabilité prime sur l'éthique. Et, la mondialisation aidant, les chaînes internationales ont damé le pion aux antennes locales, qui reprennent parfois les modèles venus d'ailleurs, avec un succès bien mitigé.

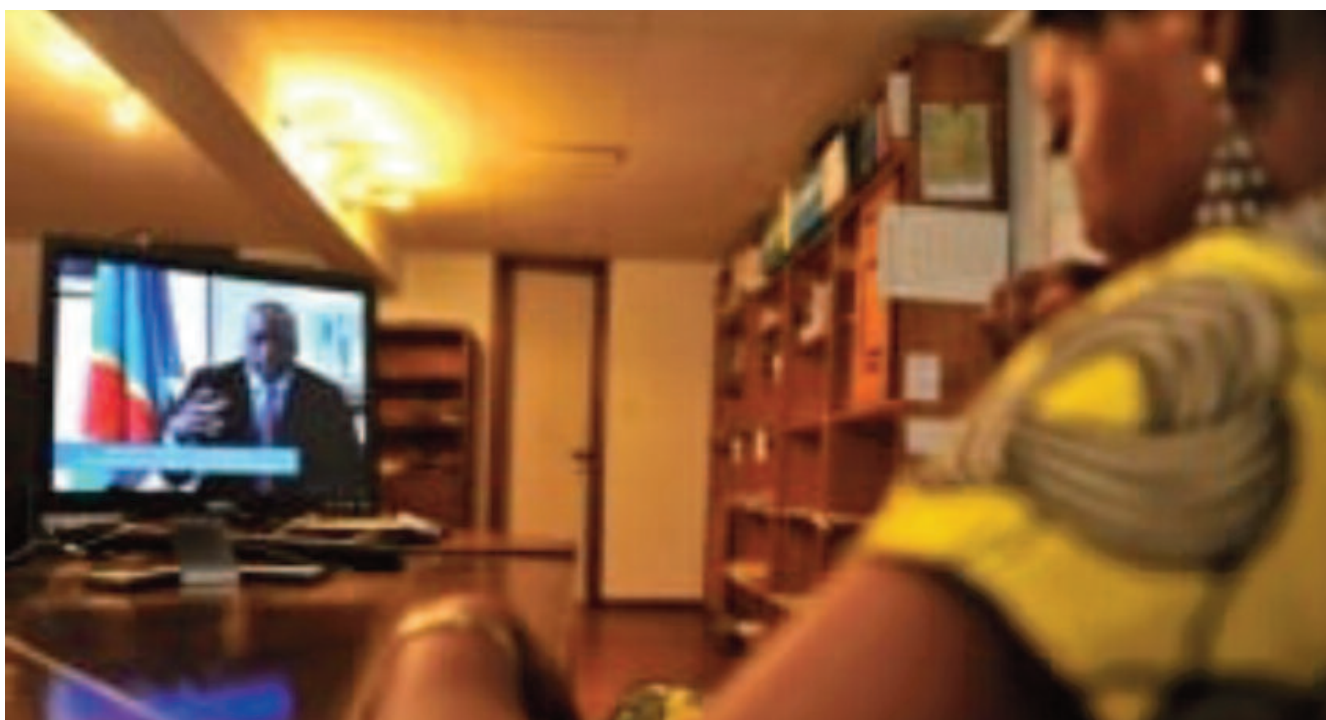
## PERTE DE L'AUDIENCE CLASSIQUE

À force de copier ce que font les autres, sans toutefois l'adapter au contexte local, beaucoup de télévisions sont passées à côté de leur audience classique. « Je ne regarde que le journal télédiffusé. Les programmes sont pauvres et contribuent beaucoup à la dépravation des bonnes mœurs » pointe ce retraité.

Au lieu de divertir la famille, le petit écran est devenu une source potentielle de désordre familial. « Les feuilletons indiens, brésiliens... ont des répercussions négatives sur nos femmes, nos enfants qui tentent d'imiter ce qu'ils voient, sans se rendre compte que notre société est différente de la leur », regrette le vieux retraité.

La télévision est un moyen d'éducation de masse. Les contenus doivent être filtrés et adaptés aux réalités, mais aussi refléter l'imaginaire. Et cela nécessite des moyens.

Source : Benbere



# Soudan : Les populations refusent le coup d'État dans la rue, la communauté internationale fait pression

Le coup d'État au Soudan, avec l'arrestation par l'armée des dirigeants civils et la dissolution des organes de la transition, suscite une vive inquiétude dans le monde. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclamé la libération « immédiate » du Premier ministre Abdallah Hamdok ; Washington a réclamé le « rétablissement » des institutions.

**A** Khartoum et dans tout le pays, les manifestants n'ont pas attendu que la communauté internationale réagisse. Nous supportons la transition démocratique. Les autorités ont signé un accord constitutionnel qui les y engage. Nous nous opposerons à toute tentative de ne pas le respecter. Nous attendons un gouvernement civil, élu, rien d'autre.

## Colère dans la rue après le coup d'État Elliott Brachet

Cette nuit, malgré le couvre-feu, de nombreux Soudanais hérissaient des barricades dans leur pâté de maison. Pour eux, le destin du pays se joue ici, dans les rues, alors que dans la soirée, des arrestations de militants étaient toujours en cours et que des pick-up chargés de soldats patrouillaient dans la capitale.

## Répression

Certains militants ont trouvé des moyens détournés pour se connecter aux réseaux sociaux, des scènes de lynchages et d'humiliations ont inondé les fils d'actualité : des vidéos de femmes rouées de coup en pleine rue par des soldats descendus de pick-up, des étudiants de l'université de Khartoum couverts d'ecchymoses, cheveux rasés après avoir été frappés jusque dans leur chambre à coucher.

Face à une répression féroce, les manifestants scandaient lundi que leur révolution resterait pacifique. À minuit, une source au sein du ministère de la Santé dressait le bilan provisoire de la journée : sept morts et 140 blessés, rappelant qu'il pourrait très vite s'aggraver alors que de nombreux Soudanais semblent prêts à tout pour faire échouer ce putsch militaire. L'Association des professionnels soudanais,

les comités de résistance ainsi que de nombreux syndicats ont appelé à la désobéissance civile et à la grève générale. C'est la même stratégie qui avait été adoptée en juin 2019, juste après le massacre orchestré par des soldats sur le sit-in du quartier général de l'armée.

## « Les balles ne tuent pas. Ce qui tue, c'est le silence imposé au peuple ! »

Tard dans la nuit, alors que les communications n'étaient toujours pas rétablies, certains s'époumonaient encore : « Les balles ne tuent pas. Ce qui tue, c'est le silence imposé au peuple ! ». Sur les réseaux sociaux, les manifestants de lundi ne sont pas du tout découragés par la violence de la répression. Au contraire, ils s'organisent et, pour cela, ils ont besoin de temps. On voit ici et là des photos de barricades qui bloquent les rues de différents quartiers de la capitale, c'est ce que les manifestants appellent le « tetrés », une sorte de stratégie de guérilla urbaine pacifique, le temps que les forces civiles s'organisent et prévoient une plus grande manifestation dans les jours qui viennent.

À Khartoum, on est toujours sans nouvelles du Premier ministre Abdallah Hamdok et de la plupart des représentants civils détenus par l'armée depuis lundi matin dans un lieu inconnu. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir, ce mardi 26 octobre dans l'après-midi, une réunion d'urgence à huis clos.

Source : RFI



## Hubert Oulaye et Damana Pickass : Deux fidèles de Gbagbo à la direction de son nouveau parti

La nouvelle formation politique lancée en grandes pompes, il y a une dizaine de jours, compte désormais un président exécutif et un secrétaire général. Ces deux figures du FPI sont censées incarner l'expérience et la jeunesse, comme annoncé par Laurent Gbagbo.



**N**ommé président exécutif du PPA-CI, Hubert Oulaye est un proche de Laurent Gbagbo. Le professeur agrégé en droit constitutionnel de 67 ans, originaire de l'Ouest ivoirien, a été le directeur de cabinet de l'ex-chef d'État dans la deuxième moitié des années 1990, jusqu'à son ascension à la tête du pays.

Plusieurs fois ministre, notamment à la Fonction publique, il s'exile au Ghana après la meurtrière crise post-électorale de 2011, avant de rentrer au pays trois ans plus tard. Il est arrêté et condamné à vingt ans de prison pour complicité d'assassinat de sept casques bleus, avant son amnistie en 2018. Une accusation qu'il a toujours rejetée. Élu député en mars dernier, il prend la tête du groupe parlementaire EDS. En tant que président exécutif du PPA-CI, il sera chargé d'administrer quotidiennement le parti.

Pour l'accompagner dans sa mission, il pourra compter sur Damana Adia Pickass, désigné secrétaire général. À 49 ans, il incarne le rajeunissement du parti, promis par Laurent Gbagbo lors du lancement du PPA-CI. Administrateur civil de formation, c'est aussi un ancien de la Fesci, le puissant syndicat étudiant de Côte d'Ivoire, puis devient une figure de la section Jeunesse du FPI.

Damana Pickass s'est fait connaître au niveau international en 2010, lorsque devant les caméras du monde entier, il arrache la feuille des résultats de la présidentielle des mains du porte-parole de la Commission électorale, refusant la proclamation de la défaite de son mentor. Il s'installe aussi au Ghana en 2011, avant son retour en avril dernier.

En choisissant cet homme de combat au secrétariat général, Laurent Gbagbo lui confie un mandat de taille pour implanter le parti nais-

sant sur l'ensemble du territoire et enregistrer de nouveaux adhérents.

En toute logique, c'est Assoa Adou qui hérite de la présidence du Conseil stratégique et politique, nouvel organe créé pour penser la stratégie globale du parti. L'ancien secrétaire général du FPI est l'un des plus anciens compagnons de lutte de Laurent Gbagbo, militant à ses côtés depuis la fin des années 1960. Ces dernières années, il était le relais de l'ex-dirigeant à Abidjan.

La grande absente reste Simone Gbagbo. Selon la porte-parole de Laurent Gbagbo, l'ex-première dame a bien été invitée à rejoindre le conseil stratégique et politique du parti. Une offre qu'elle a rejetée.

Source : RFI

## Coupe de la Confédération : Coton Sport passe, le Binga FC se surpasse

La belle aventure du Binga FC se poursuit en Coupe de la Confédération (C2). Le petit club malien s'est qualifié pour le tour de cadrage de la C2, ce 23 octobre 2021, en écartant l'ASFA Yennenga aux tirs au but (7-6). Toujours en deuxième tour retour, Coton Sport Garoua a écarté Orapa United (Botswana) 1-0, de justesse.

**F**abuleux Binga FC ! Le club de deuxième division malienne poursuit son aventure en Coupe de la Confédération (C2). La formation de Bamako est allée arracher sa place en tour de cadrage de la C2, ce 23 octo-

bre 2021 à Abidjan.

Battus chez eux 1-0 à l'aller, les Maliens ont rendu la pareille à l'ASFA Yennenga, ce samedi. A égalité sur l'ensemble des deux rencontres, les équipes se sont alors départagées aux tirs

au but. Et les visiteurs ont pris le meilleur 7-6 sur les Burkinabè.

Au prochain tour, le Binga FC affrontera un club éliminé de la Ligue des champions, tout comme Coton Sport Garoua. Le club du Nord du Cameroun a toutefois failli ne pas passer. Face aux Botswanais d'Orapa United, il doit son salut à une courte victoire 1-0 au retour (but marqué à la 89e minute) et au but marqué au Botswana (défaite 2-1) à l'aller.

Reste au Binga FC et au Coton Sport Garoua à connaître leurs adversaires pour le tour de cadrage. Son tirage au sort est prévu le 26 octobre au Caire.

Source : RFI





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Uranus a quitté votre signe et vous donne envie de changer de cap. La pression retombe et vous avez envie d'avoir un poste qui vous apporte plus d'épanouissement. D'anciennes déceptions vous ont laissé un goût amer qui vous a servi de leçon à tirer.

Une prudence est conseillée dans le budget, car vous avez la main généreuse quand il faut sortir. Vous sortez facilement de l'argent pour faire plaisir à vos amis. Il est conseillé d'être plutôt égoïste pour garder une bonne trésorerie avant la fin du mois.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

On peut dire que vous avez du flair, vous avez le don de repérer les bonnes opportunités lorsqu'elles se présentent. Aucun obstacle ne se dresse devant votre ambition, personne ne vous refuse rien. Vous obtenez tout d'un claquement de doigts.

Si vos finances font grise mine, ralentissez les dépenses. Vous avez les yeux plus gros que le ventre, il est temps de vous assagrir un peu de ce côté-là. Attendez une meilleure période pour vous acheter le dernier téléphone à la mode.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La prudence est recommandée, car Jupiter en Sagittaire vous rend très ambivalent. Pourtant, vous pourriez postuler pour un poste qui ne correspond pas à vos ambitions. Essayez de réfléchir et d'écouter les avis de collègues qui cherchent à vous épauler.

L'argent tend à sortir plus qu'il n'entre sur votre compte. Vous pouvez aussi être tenté par de multiples dépenses. Le montant à l'arrivée pourrait vous apporter des désagréments sur le budget. Pour gérer le mois entier, alors prenez les bonnes résolutions.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

N'allez pas chercher midi à quatorze heures ! Sous l'effet de Mercure/Pluton dissonant, vous risquez de vous perdre en questionnements inutiles, voire paralysants. Aller au fond des choses est certes louable, mais ne creusez pas trop, vous allez passer au travers !

Vous aurez envie de gâter tout le monde, mais ce ne sera pas une bonne idée ! L'argent rentre sur vos comptes, au lieu de dilapider pour vous faire aimer, pensez plutôt à vous constituer une épargne qui vous serait utile dans quelque temps.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Les relations de travail sont tendues, car vous ne laissez rien passer. Votre intransigeance se fait sentir et des crispations sont possibles avec des collègues ayant un caractère bien trempé. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler avec certains collègues.

Les dépenses peuvent se faire sous des coups de coeur et des frais obligatoires. L'imprévu reste responsable de vos dépenses. Des réparations urgentes peuvent déclencher des frais dont vous auriez aimé vous passer. Penser à l'argent peut vous rendre nerveux.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous faites preuve d'un sens de l'organisation aiguisé. Vos supérieurs ont beaucoup d'attente à votre égard, vous le ressentez, vous paniquez. Comme souvent, vous ne vous sentez pas à la hauteur. Jupiter vous secoue, ressaisissez-vous rapidement.

En bonne Vierge matérialiste, vous comptez votre argent, le plus souvent vos comptes sont équilibrés. Aujourd'hui, une dépense imprévue vous oblige à refaire vos calculs. Ne stressez pas, tout va bien. Il faut juste réajuster la balance.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Pour travailler dans de meilleures conditions, il manque des étapes ou des informations. Vous n'avancez pas dans votre travail et avez l'impression de vous disperser. Une nouvelle organisation est nécessaire, mais en ce moment tout ne va pas dans le sens voulu.

Il faut faire preuve d'une patience d'ange. Vous avez une autonomie financière, mais l'argent destiné aux loisirs peut être insuffisant. Il est possible que vous sacrifiiez des sorties pour régler des factures. La raison prend le pas sur les élans.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mercury représente un soutien solide pour communiquer. Cependant, son opposition à Pluton risque de vous rendre un peu trop frontal... Essayez de maîtriser vos réactions, ne gâchez pas le beau potentiel que vous offre Neptune. Soyez plus créatif !

Jupiter se montre très généreux envers vous ! Vous ne manquerez pas d'argent. Cependant, son carré à Neptune pourrait vous inciter à dépenser plus qu'il ne le faudrait. Faites-vous un petit plaisir afin de ne pas vous sentir frustré et restez raisonnable pour le reste.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dans votre carrière, un virage est en cours et vous pouvez décider de reprendre des études ou de vous lancer dans une activité toute nouvelle. Les activités liées à la clientèle ou commerciales sont très favorisées en raison de votre personnalité rassurante.

Vous avez envie de voyager et l'idée de vous offrir des billets, peut faire partie de vos idées entêtantes. Du côté de la gestion du budget, de la négligence peut arriver ou une attitude détachée, ce qui entraîne des surprises sur le solde de votre compte.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Neptune remarque qu'aujourd'hui au bureau vous manquez cruellement de patience. Ce comportement vous apporte des déconvenues, vos collègues s'agacent, vos supérieurs vous rappellent à l'ordre. Rectifiez le tir pour éviter de vous attirer leurs foudres.

Vos comptes doivent être votre priorité, sauf que vous avez d'autres chats à fouetter aujourd'hui. Cependant vous gardez une surveillance sur vos finances, vous n'aimeriez pas avoir de mauvaises surprises par la suite. Vous faites preuve de sérieux.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous bénéficiez d'appuis venant de relations nouvelles et êtes apprécié par la hiérarchie. L'évolution professionnelle passe par des prises de pouvoir. Une réunion peut se présenter et vous donner l'opportunité de vous exprimer sur des sujets intéressants.

Votre relation à l'argent crée des dépenses importantes. Des coups de coeur et des loisirs ne permettent pas de réaliser des économies. Il est conseillé de faire attention, car vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens. Des petites concessions sont à faire.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Avec Mars dans le secteur, vous ferez preuve d'efficacité et n'attendrez pas pour prendre des initiatives. Il se pourrait que l'on vous demande de remplacer une personne en congés sur un poste dont vous ne connaissez rien ! Pas d'inquiétude, vous vous en sortirez très bien.

Le carré Jupiter/Neptune risque de placer vos finances en mauvaise posture. Ne vous laissez pas influencer par les publicités, les démarcheurs ou les relations qui vous proposeront de bons plans qui n'en seront pas. Gardez-vous de toute opération financière.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23